



NOTE D'ANALYSE : WORLDWIDE GOVERNANCE INDICATORS (WGI)

Pôle observatoire

-Décembre 2024-

TABLE DES MATIERES

Préambule	3
Principaux constats pour le Maroc.....	3
I. Analyse Globale	4
1. Voix et responsabilité	4
2. Stabilité Politique et Absence de Violence/Terrorisme.....	5
3. Efficacité du gouvernement.....	5
4. Qualité de la réglementation.....	6
5. État de droit :.....	7
II. La corruption dans les indicateurs de WGI	7
1. Vue globale de la dimension lutte contre la corruption dans l'IIAG	8
2. Analyse des sources de l'Indicateur de « Contrôle de corruption » :.....	9
III. Classement du Maroc par rapport Aux pays du Nord Afrique	10
1. Classement du Maroc dans la région MENA	10
2. Classement du Maroc dans l'Afrique.....	11
IV. Conclusion et recommandations	12
1. Conclusions	12
1. Recommandations	12
V. Aspects Méthodologique	12
1. Définition	12
2. Aspects mesurés	13
3. Méthodologie de calcul.....	13

PREAMBULE

Cette note d'analyse présente les données actualisées pour l'année **2023** des **Worldwide Governance Indicators (WGI)**, publiées par la Banque mondiale. Elle a pour objectif de fournir aux gouvernements, chercheurs et décideurs un outil pratique pour évaluer la gouvernance, en identifiant les points forts et les domaines nécessitant des améliorations, notamment pour le **Maroc**, dans un cadre comparatif mondial et régional.

Les WGI mesurent la qualité de la gouvernance à travers six dimensions essentielles :

1. **Voix et responsabilité,**
2. **Stabilité politique et absence de violence/terrorisme,**
3. **Efficacité du gouvernement,**
4. **Qualité de la réglementation,**
5. **État de droit,**
6. **Contrôle de la corruption.**

Cette analyse met en lumière la performance du Maroc en 2023, en la comparant aux résultats des années précédentes et à ceux d'autres pays. Elle s'adresse aux acteurs engagés dans l'amélioration de la gouvernance publique, avec un focus particulier sur la transparence, l'efficacité institutionnelle, et les réformes nécessaires pour renforcer les institutions et le développement socio-économique du pays.

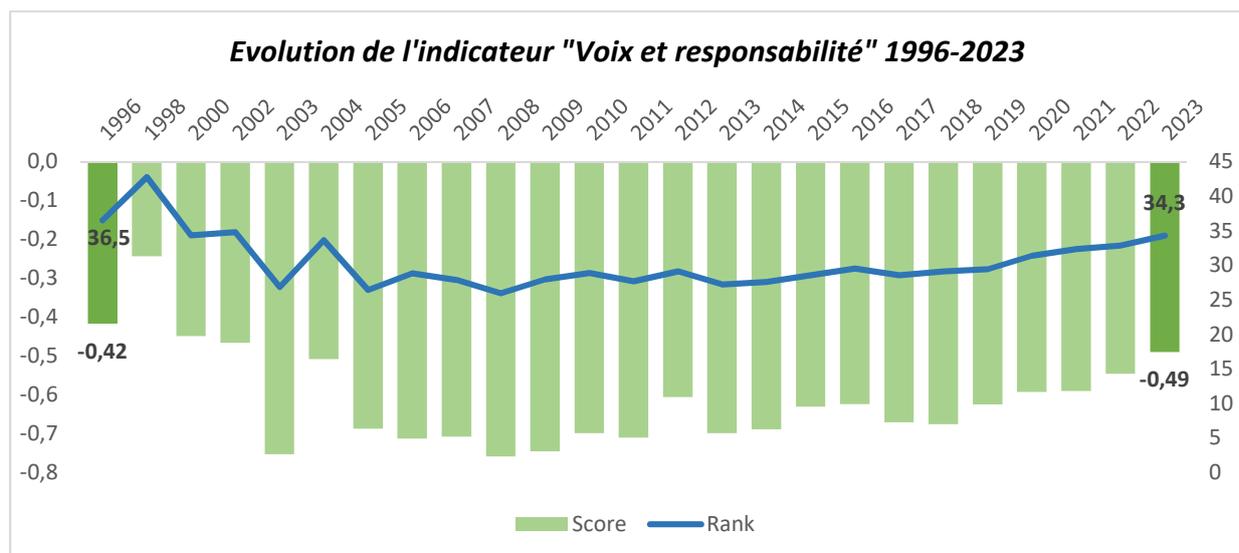
PRINCIPAUX CONSTATS POUR LE MAROC

- **En 2023**, le Maroc a enregistré des améliorations dans ses scores pour la plupart des indicateurs WGI, à l'exception notable de "**Contrôle de la corruption**" et "**Stabilité politique**", qui ont tous deux subi des baisses ;
- Le Maroc a gagné des positions dans le classement mondial pour **quatre des six indicateurs**, confirmant une performance globale en amélioration par rapport à **2022** ;
- Malgré ces progrès, les scores globaux du Maroc demeurent négatifs, reflétant des défis structurels persistants, et ce, depuis le début des années 2000 ;
- Sur l'ensemble des six indicateurs WGI, le Maroc reste positionné dans **la moitié inférieure** des classements mondiaux, indiquant une marge de progression significative ;
- L'indicateur "**Contrôle de la corruption**" a connu une baisse préoccupante de **0,15 point** dans son score et de **6,6 points** dans le classement par rapport à 2022, soulignant un affaiblissement de la performance dans ce domaine ;
- Parmi les dix sources utilisées pour évaluer l'indicateur "**Contrôle de la corruption**", le Maroc a montré une amélioration sur une seule source, tandis qu'il a reculé sur trois d'entre elles, révélant des perceptions divergentes mais globalement défavorables ;
- Sur la région **MENA** et par rapport à l'indicateur « contrôle de la corruption », le Maroc se classe dans la **11^{ème}** position. Par ailleurs, sur le **continent africain** il occupe la **20^{ème}** position.

I. ANALYSE GLOBALE

Les **Worldwide Governance Indicators (WGI)** attribuent à chaque pays un score global pour chacune des **six dimensions de gouvernance**, sur une échelle allant de **-2,5 à 2,5**. Un score élevé (proche de 2,5) reflète une gouvernance de qualité, tandis qu'un score faible (proche de -2,5) signale de sérieuses insuffisances. Ces scores sont également exprimés en rang centile (de 0 à 100), facilitant la comparaison entre pays. Les performances dans chaque dimension des WGI sont évaluées à partir des perceptions collectées auprès de diverses sources, permettant de classer les pays en fonction de la qualité de leur gouvernance et de leur capacité à répondre efficacement aux besoins de leurs citoyens.

1. Voix et responsabilité

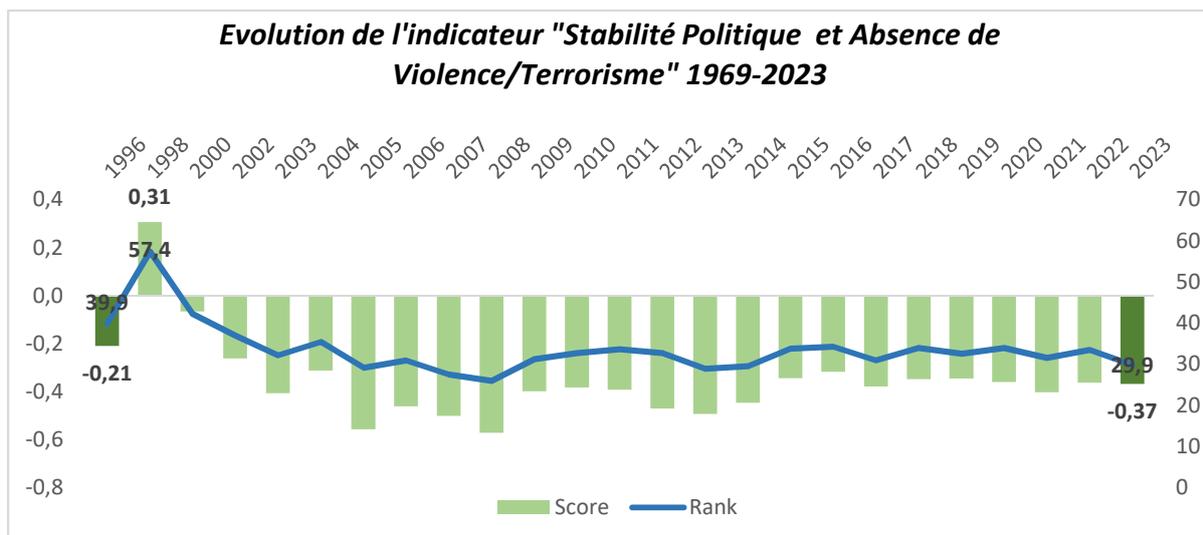


Le graphique illustre l'évolution des performances du Maroc dans l'indicateur **"Voix et responsabilité"** des Worldwide Governance Indicators (WGI) entre 1996 et 2023. Cet indicateur évalue la participation citoyenne, les libertés fondamentales, et la responsabilité des institutions publiques. Sur l'ensemble de la période, les scores du Maroc demeurent négatifs. En 1996, le score était de **-0,42**, mais il s'est détérioré de manière significative pour atteindre **-0,75** en 2003, avant de remonter légèrement à **-0,49** en 2023. En parallèle, le classement centile du Maroc a suivi une trajectoire similaire, chutant de **36,5 %** en 1996 à **26,9 %** en 2003, avant de progresser à **34,3 %** en 2023.

Entre **1996 et 2003**, le Maroc a connu une détérioration notable, marquée par une baisse rapide des scores et du classement. Cette période coïncide probablement avec des défis politiques et institutionnels ayant entravé la participation citoyenne et les libertés fondamentales. La stabilité relative observée entre **2005 et 2013**, avec des scores oscillant autour de **-0,70**, suggère une stagnation dans les réformes visant à renforcer la gouvernance démocratique et les droits civiques. Malgré cette période de stabilité, le Maroc a eu du mal à remonter dans le classement mondial, se maintenant dans les **25-28 %** les plus faibles des pays évalués.

Depuis **2013**, une légère amélioration est perceptible, avec un score passant de **-0,70** en 2013 à **-0,49** en 2023. Le classement centile du pays a également progressé, atteignant **34,3 %** en 2023, indiquant une perception plus favorable de la gouvernance dans cette dimension.

2. Stabilité Politique et Absence de Violence/Terrorisme

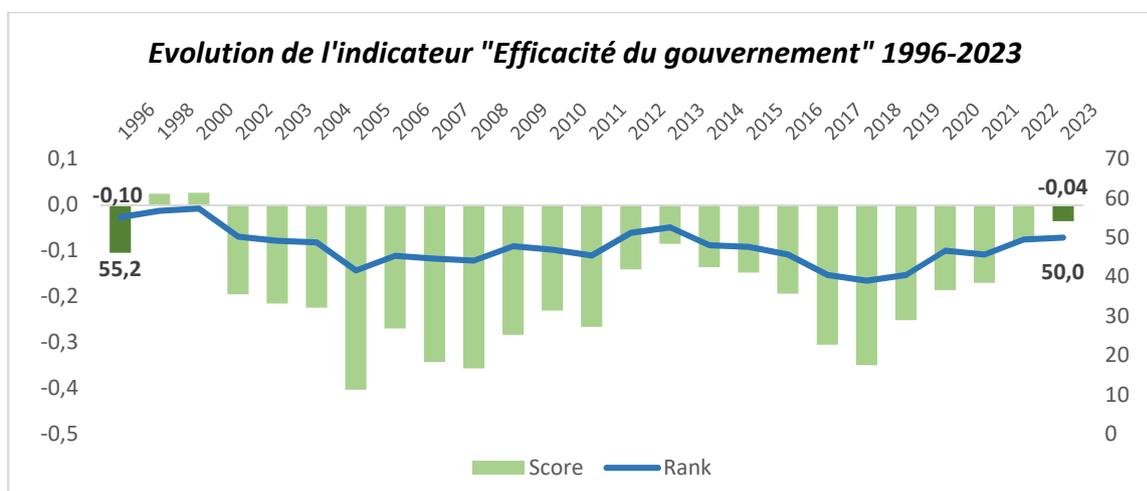


Le graphique montre l'évolution des performances du Maroc dans l'indicateur "**Stabilité politique et absence de violence/terrorisme**" des WGI entre 1996 et 2023. Cet indicateur évalue la perception de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé par la violence politique ou le terrorisme. Sur cette période, le Maroc présente des scores globalement négatifs, indiquant des défis persistants en matière de stabilité politique. Le score est passé de **-0,21** en 1996 à **-0,37** en 2023, et le classement centile a reculé de **39,9 %** à **29,9 %**, signalant une diminution relative de la performance par rapport aux autres pays.

Entre **1996 et 1998**, une nette amélioration est observée, avec un score atteignant **0,31** en 1998, et un classement au **57,4 %**, probablement en lien avec des avancées dans la stabilité interne. Cependant, cette progression a été suivie d'une dégradation rapide entre **1998 et 2005**, le score tombant à **-0,57** et le classement atteignant **26,0 %**.

À partir de **2005**, une certaine stabilité relative s'est installée, avec des scores oscillant autour de **-0,50** à **-0,30** et un classement centile fluctuant entre **26 % et 34 %**. Cette période reflète une perception mitigée des efforts du Maroc pour assurer la stabilité politique et prévenir les actes de violence ou de terrorisme. Bien que des améliorations ponctuelles soient visibles, notamment en 2016 avec un classement à **34,3 %**, ces gains n'ont pas été soutenus sur le long terme.

3. Efficacité du gouvernement

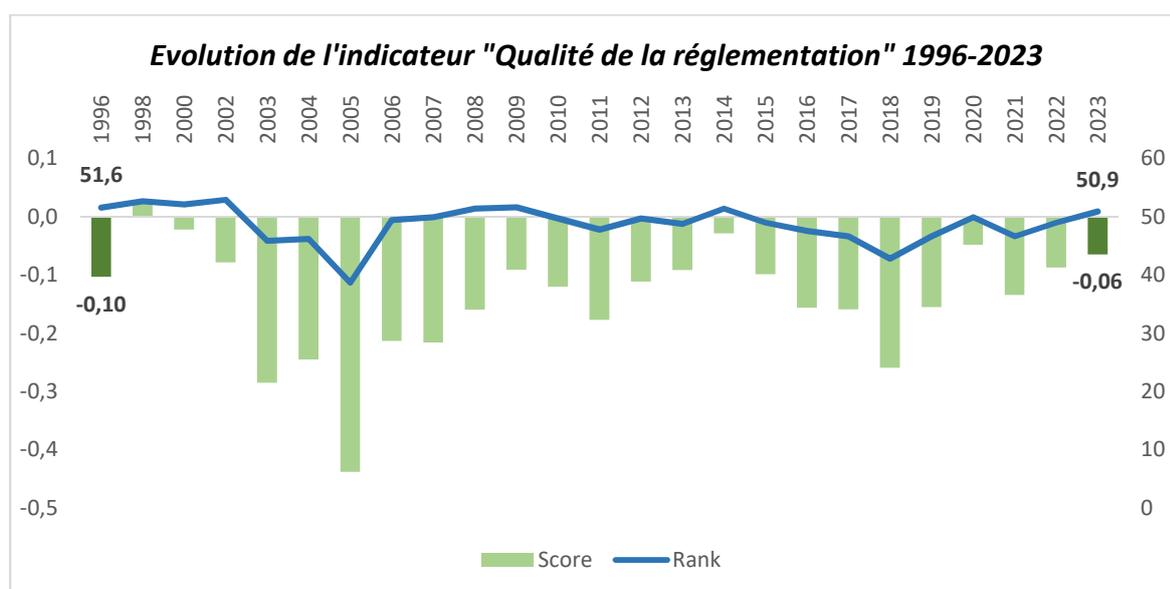


Le graphique présente l'évolution des performances du Maroc dans l'indicateur "**Efficacité du gouvernement**" des WGI entre **1996 et 2023**. Cet indicateur mesure la qualité des services publics, l'indépendance de la fonction publique, la crédibilité de l'engagement gouvernemental et la qualité des politiques publiques. Les résultats montrent une fluctuation marquée au fil des années, avec une prédominance de scores négatifs, bien que certaines périodes aient enregistré des améliorations notables.

Entre **1996 et 2000**, le Maroc a maintenu des scores proches de zéro (par exemple **0,02** en 1998 et **0,03** en 2000), avec un classement relativement favorable autour de **57 %**. Cette période pourrait refléter une certaine stabilité institutionnelle et une perception relativement positive de la capacité gouvernementale. À partir de **2002**, une dégradation progressive est observée, le score passant de **-0,10** en 1996 à **-0,40** en 2005, avec un classement tombant à **41,1 %**. Entre **2007 et 2013**, les scores fluctuent entre **-0,34** et **-0,27**, tandis que le classement reste stable autour de **45 %-50 %**. Cette période peut être caractérisée par une stagnation des réformes et des efforts limités pour améliorer l'efficacité gouvernementale, malgré quelques gains ponctuels.

Depuis **2018**, une tendance légèrement positive est perceptible, avec des scores s'améliorant progressivement de **-0,35** en 2014 à **-0,04** en 2023. En parallèle, le classement du Maroc s'est amélioré pour atteindre **50,0 %** en 2023, ce qui montre une perception plus favorable de l'efficacité gouvernementale ces dernières années.

4. Qualité de la réglementation

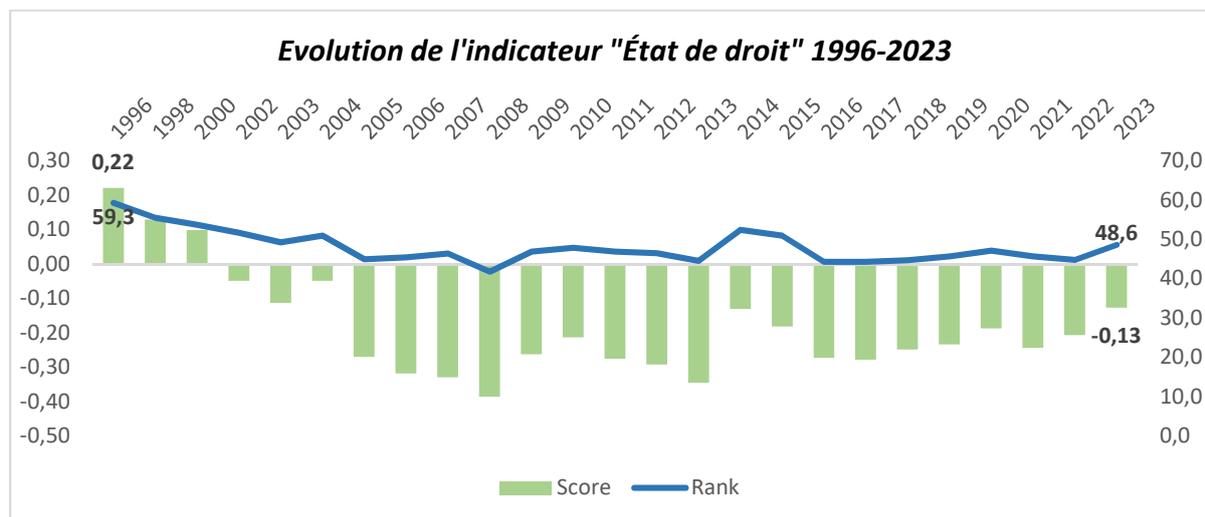


Le graphique retrace l'évolution des performances du Maroc dans l'indicateur "**Qualité de la réglementation**" des WGI entre 1996 et 2023. Cet indicateur mesure la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques et des réglementations favorables au développement du secteur privé. Les scores et classements montrent des fluctuations importantes sur cette période, bien que le Maroc ait affiché des améliorations récentes.

Entre **1996 et 2002**, les scores du Maroc sont restés relativement stables, oscillant autour de **-0,10** à **-0,08**, et le classement a varié entre **51,6 %** et **45,9 %**. Depuis **2003**, une dégradation significative est visible, avec un score atteignant **-0,44** et un classement tombant à **38,7 % en 2005**.

Entre **2005 et 2017**, les scores se stabilisent autour de **-0,20 à -0,10**, et le classement s’améliore progressivement pour atteindre un pic de **51,7 %** en 2014. Cette période traduit une certaine reprise dans la capacité réglementaire perçue, bien que des défis structurels subsistent. Une chute est signalée en 2018 avant de revenir à une stabilité dans le score. En **2023**, le score s'est légèrement amélioré à **-0,06**, avec un classement centile atteignant **50,9 %**, reflétant des progrès récents. Cela indique une perception légèrement plus favorable des efforts réglementaires et de leur mise en œuvre.

5. État de droit :



Le graphique montre l'évolution des performances du Maroc dans l'indicateur "**État de droit**" des WGI sur la période 1996-2023. Cet indicateur mesure la perception de la confiance et du respect des lois, notamment la qualité du système judiciaire, la protection des droits de propriété, et la prévalence du crime et de la violence. Les données montrent une détérioration globale des scores, bien que des périodes de stabilité relative et d'amélioration soient également observées.

Entre **1996 et 2008**, le Maroc a enregistré une baisse progressive de son score, passant de **0,22** en 1996 à **-0,39** en 2008, et une chute du classement de **59,3 %** à **41,8 %**. Entre **2009 et 2012**, une phase de stabilisation relative est observée, avec des scores fluctuant autour de **-0,30** et un classement oscillant autour de **46 %**. Bien que cette période montre peu de progrès significatifs, elle témoigne d'une relative constance dans la perception des performances institutionnelles.

À partir de **2013**, une légère reprise est visible, avec un score atteignant **-0,13** en 2023 et un classement progressant à **48,6 %**. Cette amélioration récente reflète des efforts pour renforcer la confiance dans le système judiciaire et le respect des lois, bien que le Maroc reste en dessous des niveaux atteints à la fin des années 1990.

II. LA CORRUPTION DANS LES INDICATEURS DE WGI

La « Corruption » dans les **Worldwide Governance Indicators (WGI)** est mesurée à travers l'indicateur « **Contrôle de la corruption** », qui reflète les perceptions sur l'utilisation du pouvoir public à des fins privées. Cet indicateur couvre à la fois la **corruption mineure** (ou "petty corruption"), liée aux interactions quotidiennes entre les citoyens et les administrations publiques, et la **corruption majeure** (ou "grand corruption"), impliquant des détournements à grande échelle ou des abus de pouvoir dans les sphères supérieures de l'État. Il inclut également la notion de « **capture de l'État** », où des élites

ou des intérêts privés exercent une influence excessive sur les politiques publiques ou les décisions institutionnelles. Les aspects évalués incluent :

1. Corruption administrative et institutionnelle :

- Corruption dans les secteurs publics tels que les services de santé, l'éducation, la police, et les services de permis et d'autorisations.
- Paiements informels ou irréguliers dans des domaines tels que la collecte d'impôts, les contrats publics, et les décisions judiciaires.

2. Impact économique de la corruption :

- Obstacles posés par la corruption au développement des entreprises, que ce soit pour les entreprises locales ou étrangères.
- Incidence des pots-de-vin et leur impact sur les revenus d'entreprise et le climat des affaires.

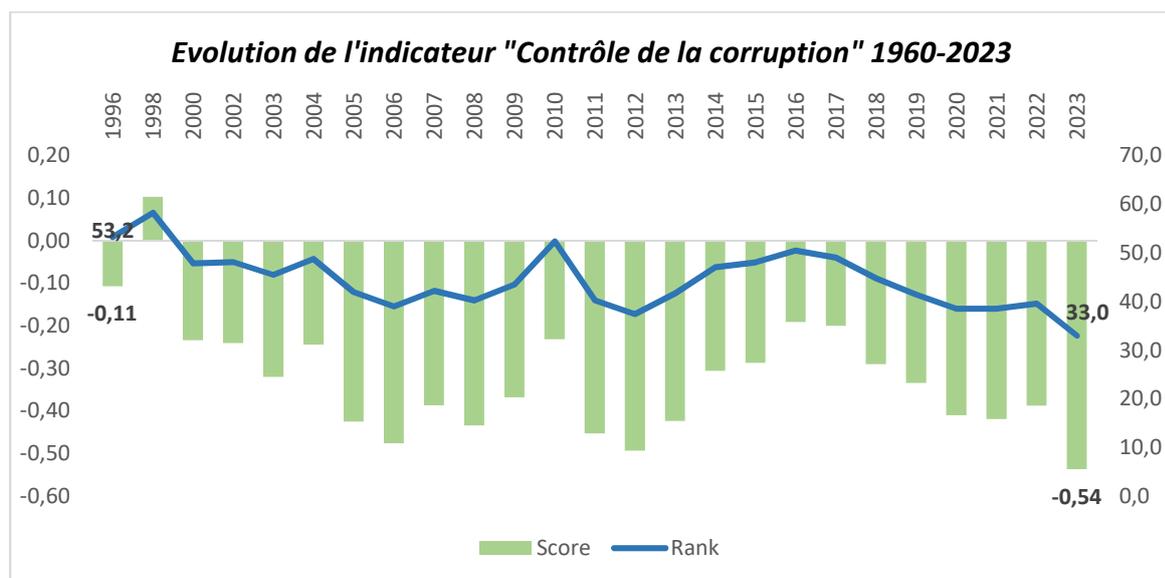
3. Corruption politique et capture de l'État :

- Niveau de corruption perçu parmi les politiciens et les institutions législatives.
- Influence disproportionnée d'élites économiques ou politiques sur la prise de décision publique.

4. Perception des citoyens et entreprises :

- Fréquence de corruption signalée dans les interactions quotidiennes entre les citoyens et l'administration publique.
- Évaluation par les citoyens et les entreprises de la transparence et de la responsabilité des institutions.

1. Vue globale de la dimension lutte contre la corruption dans WGI



Le graphique retrace l'évolution des performances du Maroc dans l'indicateur « **Contrôle de la corruption** » des **Worldwide Governance Indicators (WGI)** entre 1996 et 2023. Cet indicateur reflète les perceptions sur l'usage du pouvoir public à des fins privées, englobant aussi bien la **corruption mineure** (pots-de-vin et paiements informels) que la **corruption majeure** (détournement de fonds publics à grande échelle), ainsi que la **capture de l'État** par des élites ou des intérêts privés. Les données révèlent des fluctuations importantes, avec **une tendance générale à la détérioration** sur l'ensemble de la période étudiée.

Entre **1996 et 2006**, le Maroc a connu une détérioration notable de ses performances. Le score est passé de **-0,11** en 1996 à **-0,48** en 2006, tandis que le classement mondial a chuté de **53,2 %** à **39,0 %**. Cette période reflète une baisse significative de la perception des efforts de lutte contre la corruption,

traduisant une incapacité à endiguer les pratiques corruptives au sein des institutions publiques et une gouvernance affaiblie par l'absence de mécanismes efficaces pour promouvoir la transparence.

De **2007 à 2011**, une relative stagnation est observée, avec des scores fluctuant entre **-0,39** et **-0,45** et un classement stabilisé autour de **40 %**. Cette période montre que les initiatives anti-corruption mises en place ont eu un impact limité sur la perception publique. L'absence de réformes structurelles significatives ou leur mise en œuvre inefficace a contribué à maintenir une perception défavorable des pratiques de gouvernance.

Entre **2012 et 2016**, une légère amélioration est perceptible. Le score du Maroc a atteint **-0,19** en 2016, et le classement s'est amélioré pour atteindre **50,5 %**. Cette progression semble coïncider avec des réformes institutionnelles et des efforts accrus pour renforcer la transparence et réduire la corruption. Toutefois, ces avancées sont restées incomplètes et n'ont pas été pleinement consolidées, limitant leur portée et leur durabilité.

Depuis **2017**, la situation s'est de nouveau détériorée. En 2023, le score est tombé à **-0,54**, le pire niveau depuis 2006, et le classement mondial a reculé à **33,0 %**. Cette régression reflète une résurgence des perceptions négatives concernant la corruption, probablement en raison d'un manque de suivi efficace des réformes et d'une gouvernance encore vulnérable face aux pratiques corruptives. Ces résultats mettent en lumière la nécessité urgente de renforcer les mécanismes de gouvernance, d'assurer une application rigoureuse des politiques anti-corruption et de promouvoir une culture de transparence et de responsabilité au sein des institutions publiques.

2. Analyse des sources de l'Indicateur de « Contrôle de corruption » :

Score du Maroc sur chaque source utilisée dans le calcul de l'indicateur « Contrôle de la Corruption »

Source		2022	2023	2022/2023
World Justice Project	WJP	0,42	0,42	0,00
Projet Variétés de Démocraties	V-DEM	0,41	0,37	-0,03
Indicateurs des conditions économiques et de risque- Global Insight	WMO	0,33	0,33	0,00
Guide international sur les risques pays-PRS Group International	PRS	0,50	0,42	-0,08
Fonds International pour le Développement Agricole	IFD	0,48	0,48	0,00
Indice de l'intégrité globale	GII	0,50	0,56	0,06
Enquête d'opinion auprès des cadres dirigeants- WEF	GCS	0,49	0,48	-0,01
Economist Intelligence Unit	EIU	0,25	0,25	0,00
Indice de transformation de Bertelsmann	BTI	0,30	0,30	0,00
Afro baromètre	AFR	0,67	0,67	0,00

Le tableau met en évidence l'évolution des scores attribués au Maroc par différentes sources utilisées pour calculer l'indicateur « **Contrôle de la corruption** » des **Worldwide Governance Indicators (WGI)** pour les années **2022** et **2023**. Dans l'ensemble, les données révèlent une situation largement stagnante, voire légèrement détériorée, en matière de perceptions de la corruption, bien que quelques progrès aient été enregistrés dans certains domaines.

Certaines sources montrent des scores constants entre 2022 et 2023, reflétant une stabilité des perceptions. Par exemple, le **World Justice Project (WJP)** et les **Indicateurs des conditions économiques et de risque - Global Insight (WMO)** maintiennent respectivement des scores de **0,42** et **0,33**, suggérant une perception inchangée de l'application des lois et des risques de corruption dans l'économie. De même, des évaluations stables provenant du **Fonds International pour le**

Développement Agricole (IFD) et de l'**Economist Intelligence Unit (EIU)** traduisent une situation perçue comme inchangée dans les interactions entre les citoyens et les administrations publiques ou dans les risques économiques.

Cependant, certaines sources signalent une détérioration en 2023, ce qui reflète une perception aggravée de la corruption. La baisse notable dans le score du **Guide international sur les risques pays - PRS Group (PRS)**, passant de **0,50** à **0,42** (-0,08), indique une perception accrue des risques liés à la corruption dans le pays. De même, le **Projet Variétés de Démocraties (V-DEM)** enregistre une diminution de **0,41** à **0,37** (-0,03), reflétant une dégradation des perceptions concernant la corruption dans les institutions démocratiques. Enfin, une légère baisse est observée dans l'**Enquête d'opinion auprès des cadres dirigeants - World Economic Forum (GCS)**, où le score recule de **0,49** à **0,48** (-0,01), traduisant un sentiment légèrement plus négatif parmi les acteurs économiques.

À l'inverse, une seule source indique une amélioration perceptible : l'**Indice de l'intégrité globale (GII)**, dont le score est passé de **0,50** en 2022 à **0,56** en 2023 (+0,06). Cette progression reflète une meilleure perception de l'intégrité dans la gouvernance publique et des pratiques anti-corruption. Bien que positive, cette amélioration reste isolée et insuffisante pour compenser les baisses enregistrées dans d'autres domaines.

Dans l'ensemble, les résultats traduisent une perception générale stagnante ou légèrement négative des efforts anti-corruption au Maroc entre 2022 et 2023. Les progrès enregistrés dans certains domaines, comme ceux relevés par le **GII**, doivent être renforcés et généralisés. En parallèle, les faiblesses mises en lumière par le **PRS** et le **V-DEM** nécessitent une attention particulière pour restaurer la confiance dans les institutions publiques et renforcer les mécanismes de gouvernance. L'adoption de réformes structurelles et l'amélioration de la transparence et de la responsabilité des administrations publiques sont essentielles pour inverser cette tendance et regagner la confiance des citoyens et des investisseurs.

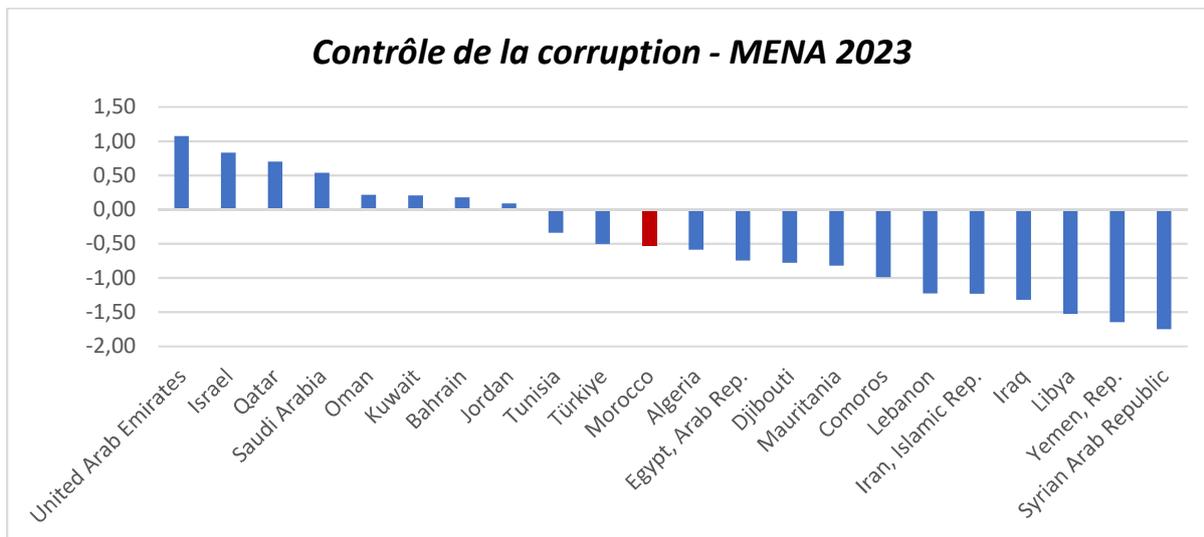
III. CLASSEMENT DU MAROC PAR RAPPORT AUX PAYS DU NORD AFRIQUE

1. Classement du Maroc dans la région MENA

L'analyse du **Contrôle de la corruption** dans la région MENA en 2023, basée sur le graphique, montre que le **Maroc** occupe une position intermédiaire parmi les pays de la région. Avec un score légèrement négatif avoisinant **-0,5**, le Maroc dépasse plusieurs pays voisins, notamment l'**Algérie**, l'**Égypte**, et la **Mauritanie**, mais reste derrière des pays comme la **Tunisie** et la **Jordanie**, qui affichent des performances légèrement meilleures.

Les **Émirats arabes unis** dominent le classement régional avec un score supérieur à **1,0**, suivis d'**Israël**, du **Qatar** et de l'**Arabie Saoudite**, qui se positionnent parmi les pays affichant les meilleures performances en termes de maîtrise de la corruption. Ces scores élevés traduisent une perception positive des mécanismes de gouvernance et de transparence dans ces pays.

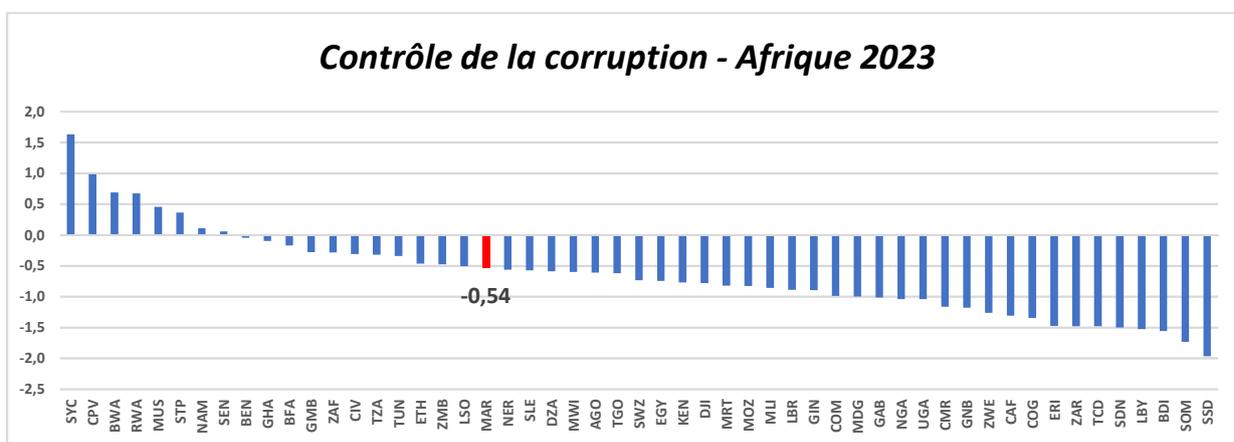
À l'autre extrémité, des pays comme la **Syrie**, le **Yémen**, la **Libye**, et l'**Irak** enregistrent des scores inférieurs à **-1,5**, ce qui reflète des niveaux élevés de corruption perçue, souvent aggravés par des conflits armés, une instabilité politique, et un affaiblissement des institutions publiques.



Pour le Maroc, bien que la position soit relativement meilleure par rapport à certains pays voisins, son score négatif indique la persistance de défis structurels dans la lutte contre la corruption. Les efforts doivent être intensifiés pour se rapprocher des performances des leaders régionaux tels que les **Émirats arabes unis** et le **Qatar**, notamment en renforçant les réformes institutionnelles, en promouvant une culture de transparence, et en responsabilisant davantage les acteurs publics.

2. Classement du Maroc dans l'Afrique

L'analyse du classement du Maroc dans l'indicateur « **Contrôle de la corruption** » pour l'année 2023, comparé aux autres pays africains, montre que le pays se positionne dans une zone intermédiaire. Avec un score de **-0,54**, le Maroc devance plusieurs pays de la région, notamment l'**Algérie**, l'**Égypte**, et la **Mauritanie**, mais reste loin des performances des leaders africains tels que les **Seychelles**, le **Cap-Vert**, et le **Botswana**, qui affichent des scores positifs, traduisant une maîtrise notable de la corruption.



Les **Seychelles**, avec un score supérieur à **1,5**, occupent la première position à l'échelle continentale, suivies de près par le **Cap-Vert** et le **Botswana**. Ces pays se distinguent par des mécanismes institutionnels solides, une transparence accrue, et une gouvernance axée sur la responsabilité publique. Ces performances exemplaires illustrent les bénéfices d'une lutte efficace contre la corruption, tant pour la gouvernance que pour le développement économique.

À l'autre extrémité du classement, des pays comme le **Soudan du Sud**, la **Somalie**, et le **Burundi** enregistrent des scores inférieurs à **-1,5**, signalant une corruption perçue comme omniprésente et systémique. Ces faibles performances sont souvent liées à des contextes de conflit, d'instabilité politique chronique, et de faiblesse institutionnelle, ce qui complique considérablement la mise en place de politiques anti-corruption efficaces.

Le positionnement du Maroc, bien qu'intermédiaire, traduit une situation où des progrès restent nécessaires. Malgré ses efforts pour améliorer la transparence et la gouvernance publique, le Maroc reste en retrait par rapport aux meilleurs élèves du continent. Pour se rapprocher de ces performances, le pays devra renforcer ses réformes institutionnelles, promouvoir une culture de reddition de comptes, et s'inspirer des modèles réussis, comme ceux du **Rwanda** et des **Seychelles**.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

1. Conclusions

En 2023, les performances du Maroc dans les **Worldwide Governance Indicators (WGI)** révèlent des avancées dans certains domaines, mais également des défis persistants. Bien que le pays ait enregistré une amélioration de ses classements dans quatre des six dimensions, les scores globaux restent négatifs, soulignant la nécessité d'efforts soutenus pour renforcer la gouvernance.

Les principaux constats montrent que le **Maroc** se situe dans la moitié inférieure des classements mondiaux, traduisant des marges de progression importantes. L'indicateur « **Contrôle de la corruption** », en particulier, illustre une détérioration préoccupante avec un score de **-0,54** et un recul dans le classement mondial. Cela reflète des faiblesses dans les mécanismes de transparence, de responsabilité, et dans la lutte contre les pratiques corrupives.

Cependant, des progrès ont été enregistrés dans des domaines tels que l'**efficacité du gouvernement** et la **qualité de la réglementation**, avec des scores et des classements en légère hausse. Ces avancées traduisent l'impact positif de certaines réformes institutionnelles, bien qu'elles ne soient pas encore suffisantes pour atteindre une transformation significative et durable.

En comparaison régionale, le Maroc surpasse certains pays voisins, notamment en Afrique du Nord, mais reste en retrait par rapport aux leaders régionaux et continentaux, tels que les **Émirats arabes unis**, le **Botswana** ou les **Seychelles**. Ces résultats soulignent l'importance de consolider les efforts de gouvernance pour répondre aux attentes des citoyens et des partenaires internationaux

1. Recommandations

Pour améliorer ses performances dans les **WGI** et renforcer la gouvernance publique, le Maroc devrait envisager les actions suivantes :

- Mettre en œuvre des mécanismes robustes de transparence et de reddition de comptes, en particulier dans les secteurs critiques comme la justice, la fiscalité, et les marchés publics.
- Accélérer les réformes structurelles pour améliorer l'efficacité des politiques publiques et renforcer l'indépendance des institutions publiques.
- Élaborer et appliquer des politiques anti-corruption plus strictes, en renforçant les capacités des institutions responsables de leur mise en œuvre.
- Promouvoir la transparence dans les interactions entre les citoyens, les entreprises, et l'administration publique, notamment à travers des plateformes numériques.
- Étudier les modèles de pays leaders, comme les **Seychelles** et les **Émirats arabes unis**, pour adopter des initiatives adaptées au contexte marocain.
- Collaborer avec des partenaires internationaux pour bénéficier d'un appui technique et financier dans les réformes de gouvernance.
- Mettre en place des indicateurs clairs et mesurables pour suivre l'impact des réformes et assurer leur adaptation en fonction des résultats obtenus.
- Publier régulièrement des rapports d'évaluation pour renforcer la transparence et la confiance des citoyens.

V. ASPECTS METHODOLOGIQUE

1. Définition

Les **Worldwide Governance Indicators (WGI)** sont un ensemble d'indicateurs composites élaborés par la Banque mondiale pour mesurer la qualité de la gouvernance dans 214 pays et territoires depuis 1996. Ces indicateurs couvrent six dimensions clés de la gouvernance et s'appuient sur des perceptions subjectives collectées auprès d'experts et de répondants de sondages. Ils permettent de comparer les performances des pays en matière de gouvernance dans le temps et entre eux.

2. Aspects mesurés

Les WGI se structurent autour de six dimensions principales :

- **Voix et responsabilité** : Perceptions concernant la participation des citoyens au choix des gouvernants, la liberté d'expression, d'association et de la presse.
- **Stabilité politique et absence de violence/terrorisme** : Évaluation du risque de déstabilisation politique ou de violence d'origine politique.
- **Efficacité du gouvernement** : Qualité des services publics, indépendance de la fonction publique, qualité de la mise en œuvre des politiques publiques.
- **Qualité de la réglementation** : Aptitude du gouvernement à promouvoir le développement du secteur privé à travers des politiques et réglementations efficaces.
- **État de droit** : Confiance et respect des lois, qualité de la justice, protection des droits de propriété et prévalence du crime.
- **Contrôle de la corruption** : Degré de contrôle de l'utilisation du pouvoir public à des fins privées, y compris la « capture de l'État » par des intérêts privés.

Ces dimensions sont construites à partir de **35 sources de données** différentes, comprenant des enquêtes auprès de ménages et entreprises, ainsi que des évaluations d'experts.

3. Méthodologie de calcul

Les WGI s'appuient sur un modèle statistique appelé **Modèle des Composantes Non Observées (Unobserved Components Model - UCM)**. La méthodologie repose sur les étapes suivantes :

1. **Collecte et sélection des données** : Les données brutes issues des 35 sources sont choisies en fonction de leur pertinence et leur qualité. Elles couvrent des perceptions des répondants sur des aspects variés de la gouvernance.
2. **Normalisation des données** : Les données sont converties en une échelle standard allant de -2.5 (gouvernance faible) à 2.5 (gouvernance forte). Les résultats sont également exprimés en **rang centile** de 0 à 100.
3. **Agrégation** : Les variables normalisées sont combinées pour produire un score composite pour chaque dimension. Le modèle pondère les données en fonction de leur précision, donnant plus de poids aux sources avec moins d'erreurs de mesure.
4. **Estimation des marges d'erreur** : Les WGI calculent et publient les marges d'erreur associées aux scores pour indiquer le degré d'incertitude et permettre des comparaisons robustes.
5. **Mise à jour annuelle** : Les données historiques sont régulièrement révisées pour intégrer de nouvelles sources ou corriger des erreurs éventuelles, garantissant ainsi la fiabilité des comparaisons temporelles.

Les **WGI** ne produisent pas de données primaires, mais intègrent des données provenant d'acteurs diversifiés, incluant des organisations internationales, ONG, institutions privées et gouvernements.